



PROJET DE MARCHE B24-03733-SG

ENTRE

LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES, établissement public de recherche à caractère scientifique technique et industriel,
dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème},
immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775 685 019,
représenté par _____, agissant en qualité de _____,

ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part,

ET

La société _____,
dont le siège social est situé _____,
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de _____ sous le numéro R.C.S B _____,
représentée par _____, agissant en qualité de _____,

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS	3
ARTICLE 4 - ETENDUE DES PRESTATIONS	4
ARTICLE 5 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	4
5.1 - Mise à disposition de fichiers ou programmes informatiques	4
5.2 - Restitution des éléments remis par le CEA	5
5.3 - Accès au Centre	5
ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE ENVERS SON PERSONNEL	5
6.1 - Respect par le Titulaire de la réglementation fiscale et sociale	5
6.2 - Respect par le Titulaire du marché de la réglementation en matière de détachement transnational de salariés	5
[uniquement pour les entreprises établies à l'étranger]	5
ARTICLE 7 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHE	6
7.1 - Dispositions générales	6
7.2 - Confidentialité	6
7.3 - Obligation de conseil et d'information	6
7.4 - Sous-traitance	6
7.5 - Réunions	7
ARTICLE 8 - LIVRABLES	7
8.1 - Dispositions générales	7
8.2 - Format des livrables remis	7
ARTICLE 9 - DROITS DE PROPRIETE	7
ARTICLE 10 - RECEPTION DES PRESTATIONS	8
ARTICLE 11 - GARANTIE	8
ARTICLE 12 - ASSURANCES	9
ARTICLE 13 - DELAI	9
ARTICLE 14 - PRIX	9
ARTICLE 15 - PENALITES	9
15.1 - Retards	9
15.2 - Non-respect d'une mise en demeure	9
15.3 - Application des pénalités	9
ARTICLE 16 - CONDITIONS DE FACTURATION	10
ARTICLE 17 - FACTURATION - REGLEMENTS	10
ARTICLE 18 - JURIDICTION COMPETENTE [SI FOURNISSEUR FR]	11
ARTICLE 19 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE [SI FOURNISSEUR ETRANGER]	11
ARTICLE 20 - REGIME FISCAL	11
ARTICLE 21 - CONCLUSION DU MARCHE	11

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent marché a pour objet de fixer les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation d'une étude prospective de la gestion des données à l'horizon 2040, ci-après désignée par le terme « les Prestations ».

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

2.1 - Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante:

- les prescriptions de Sécurité et leurs annexes (référentiels correspondants) ;
- le dossier de consultation référencé B24-03733-SG avec, faisant partie intégrante, les prescriptions techniques du marché et leurs annexes (le cahier des charges référencé DRT-DDSP-DINOV-SPI-24-07-001662 en date du 25/07/2024) ;
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés), indice A et le règlement intérieur ;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA (édition de février 2013) ;
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc.) ;
- l'offre du Titulaire référencée _____ du _____, à titre supplétif.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

2.2 – L'annexe n°1 « Demande d'acceptation d'un sous-traitant » fait partie intégrante du présent marché.

ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS

3.1- Correspondants du CEA

Correspondant technique du CEA :

Sandra TOCHON – DRT/DDSP/DINOV/SPI - Tél : 06.87.18.39.57

Email : sandra.tochon@cea.fr

Timothée SILVESTRE- DRT/DDSP/DINOV/SPI - Tél : 06.30.62.63.05

Email : timothée.silvestre@cea.fr

Correspondantes commerciales du CEA :

Sylvie GONZALEZ - Service des Marchés et Achats -Tél. : 04.38.78.45.34

Email : sylvie.gonzalez@cea.fr

Isabelle BOREL - Service des Marchés Achats - Tél :04.38.78.13.36

E-mail : isabelle.borel@cea.fr

Comptabilité fournisseur :

Email : S3C_GRE@cea.fr

RELANCES@cea.fr

Tél : 01 69 08 47 50

3.2- Correspondants du Titulaire

Correspondant technique du Titulaire :

_____ - Tél : _____

Correspondant commercial du Titulaire :

_____ - Tél : _____

En cas d'indisponibilité d'un des correspondants, la partie concernée informe l'autre de la désignation d'un nouvel interlocuteur.

ARTICLE 4 - ETENDUE DES PRESTATIONS

Les Prestations précisément décrites au cahier des charges précité à l'article 2 du présent marché consistent principalement à assurer l'animation d'une étude prospective concernant les futurs possibles de la gestion des données et comprennent les étapes suivantes* et leurs livrables associés :

- Etape 1 : Dynamique d'évolution avec remise de cahier intermédiaire et support d'animation à l'issue de l'étape
- Etape 2 : Génération de scénarios avec remise de cahier intermédiaire et support d'animation à l'issue de l'étape
- Etape 3 : Restitution avec rapport de présentation remis au plus tard 2 semaines après la fin de l'étude et participation au rendu public de l'étude.

Le Titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des Prestations conformément au cahier des charges susvisé. Le Titulaire ne doit en aucun cas entreprendre des prestations en dehors de celles définies dans le cahier des charges, sans l'accord préalable écrit du CEA.

*Découpage des tâches à finaliser dans la commande définitive

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 - Mise à disposition de fichiers ou programmes informatiques

Dans le cadre des Prestations confiées au Titulaire et pour leur bonne exécution, le CEA peut mettre à la disposition du Titulaire des fichiers informatiques de données, des programmes informatiques, sous quelque forme que ce soit (codes sources, codes objets, codes exécutables).

Il est de convention expresse que le CEA est et reste propriétaire des ensembles mis à la disposition du Titulaire. Les données contenues dans ces fichiers ou programmes ne peuvent être exploitées par le Titulaire que pour les besoins des Prestations qui lui sont confiées. Toute autre diffusion ou exploitation, sous quelque forme que ce soit, lui est interdite. De même, il lui est interdit d'effectuer des copies de ces fichiers ou programmes.

En conséquence, le Titulaire doit s'obliger à prendre toutes mesures tendant à assurer le secret le plus absolu sur les données communiquées. Il ne peut communiquer les éléments relatifs à celles-ci qu'aux membres de son personnel appelés à travailler pour exécuter les Prestations considérées. A l'issue des Prestations, le Titulaire doit

restituer sans délais les fichiers ou programmes au CEA, ainsi que les données concernées et n'en conserver aucune trace.

5.2 - Restitution des éléments remis par le CEA

Les éléments (documents, prototypes et/ou tout autre bien) remis au Titulaire par le CEA dans le cadre du présent marché doivent être restitués au CEA sous la forme dans laquelle ils lui ont été remis (papier ou informatique) à l'échéance du présent marché ou, en cas de dénonciation du marché par l'une ou l'autre des parties, à la date de la prise d'effet de cette dénonciation. Ils restent la propriété du CEA. Ils sont exclusivement réservés à l'usage du présent marché. Ils ne peuvent être ni reproduits, ni utilisés à d'autres fins sans l'autorisation expresse préalable et écrite du CEA. La restitution de ces éléments est une condition de la Réception des Prestations par le CEA.

5.3 - Accès au Centre

Les conditions d'accès au Centre sont définies dans les règles applicables aux Entreprises Extérieures visées à l'article 2 du présent marché, complétées par les dispositions du cahier des charges le cas échéant.

En début de chaque année, le CEA Grenoble fait connaître au Titulaire les dates de fermeture du Centre (environ 8 à 10 jours par an en plus des jours fériés). Pour l'année 2024, les jours de fermeture sont le 2 janvier, le 10 mai, le 14 août, les 23, 24, 26, 27, 30 et 31 décembre 2024.

Sauf autorisation expresse de la part du CEA, le Titulaire ne doit pas intervenir sur le site durant ces jours de fermeture.

Ces journées ne donnent droit à aucune indemnité au bénéfice du Titulaire.

ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE ENVERS SON PERSONNEL

6.1 - Respect par le Titulaire de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

6.2 - Respect par le Titulaire du marché de la réglementation en matière de détachement transnational de salariés

[uniquement pour les entreprises établies à l'étranger]

Conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

ARTICLE 7 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHE

7.1 - Dispositions générales

Le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance des spécifications techniques locales pour exécuter les Prestations et il reconnaît avoir reçu du CEA toutes les indications qui lui sont nécessaires pour les réaliser.

Les Prestations doivent être exécutées conformément aux règles de l'art.

Le Titulaire répond de l'exactitude des Prestations, rapports et documents établis ou vérifiés par ses soins, et supporte la charge, sans supplément de prix, des corrections à y apporter. Les observations et approbations du CEA ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

En cas de changement d'un ou des intervenants chargés de l'exécution des Prestations, le Titulaire s'engage à faire réaliser les Prestations par des intervenants de profil équivalent (compétences, certifications, etc.), selon les modalités de l'article 4.2 du cahier des charges.

En outre, le Titulaire supporte les conséquences pécuniaires des dommages qui seraient dus à une mauvaise exécution de ses obligations.

7.2 - Confidentialité

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

7.3 - Obligation de conseil et d'information

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des Prestations, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans la conduite du projet, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

7.4 - Sous-traitance

Le Titulaire ne peut pas sous-traiter l'intégralité du marché.

Si le Titulaire sous-traite une partie des Prestations prévues dans le cadre du présent marché, il doit remettre au CEA une demande d'acceptation de sous-traitant. Le Titulaire ne peut présenter à l'acceptation du CEA que des entreprises répondant aux conditions fixées à l'article 7 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire doit remplir l'imprimé de demande d'acceptation de sous-traitant selon le modèle joint au présent marché et le transmettre au correspondant commercial du CEA, Service Achats.

Le Titulaire est tenu de faire respecter ses obligations contractuelles nées du présent marché par son (ou ses) sous-traitant(s).

7.5 - Réunions

Le suivi et le contrôle des Prestations s'exercent notamment par des réunions entre le CEA et le Titulaire conformément aux prescriptions du cahier des charges. Ces réunions se feront à la demande du CEA.

Ces réunions permettent de traiter notamment les points suivants :

- L'état d'avancement des Prestations,
- Le respect des dispositions du cahier des charges,
- L'examen des problèmes rencontrés,
- L'état des points positifs et des points à améliorer

Chaque réunion fait l'objet d'un compte rendu en double exemplaire établi par le Titulaire. Ce compte rendu est soumis, dans un délai de 3 jours suivant la date de réunion, à l'accord préalable du CEA avant diffusion.

ARTICLE 8 - LIVRABLES

Le Titulaire doit remettre au CEA l'ensemble des documents exigés par le cahier des charges ci-après dénommés "les Livrables".

La remise des Livrables est une condition de Réception des Prestations par le CEA.

Les Livrables seront remis selon les conditions définies au cahier des charges.

8.1 - Dispositions générales

A la demande du CEA et dans le délai fixé par ce dernier, le Titulaire remet une nouvelle version des Livrables suite aux remarques formulées par le CEA.

A défaut, il sera fait application de l'article 24 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

8.2 - Format des livrables remis

Ces Livrables sont envoyés au correspondant technique du CEA par lettre recommandée avec accusé de réception et remis sous forme de fichiers informatiques.

Tous les documents remis par le Titulaire au CEA sont réalisés aux formats suivants (ou strictement compatibles) :

- Microsoft WORD version docx pour les documents de type texte,
- Microsoft EXCEL version slsx pour les documents de type tableau de chiffres,
- Microsoft POWERPOINT version pptx,
- Microsoft PROJECT 2010 sous WINDOWS pour les documents de type planning,
- AUTOCAD 2007 ou SolidWorks 2009 pour les documents dessinés,
- IAR Embedded Workbench, Jenkins pour les documents et sources logiciels.

Chacun d'eux est remis au CEA sous la forme d'un CD-Rom et de deux tirages sur support papier.

ARTICLE 9 - DROITS DE PROPRIETE

Les droits de propriété intellectuelle et/ou le savoir-faire afférents aux Résultats résultant de l'exécution du présent marché sont régis par les dispositions du chapitre 5 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Tous les Livrables (sur supports papier et informatiques) élaborés pour le compte du CEA par le Titulaire en exécution du présent marché (tableaux, synthèses, études,

rapports, notes, plans, comptes rendus...) et d'une manière générale, les Résultats, sont la propriété exclusive du CEA à compter de leur élaboration.

A cet effet, le Titulaire cède à titre exclusif au CEA, l'intégralité de ses droits patrimoniaux de propriété intellectuelle et, le cas échéant de producteur de base de données, afférents à l'ensemble des Résultats et ce, au fur et à mesure de leur conception, pour tous pays et pour la durée légale des droits de propriété intellectuelle y afférents, dans les conditions précisées au chapitre 5 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire garantit au CEA qu'il détient tous les droits de propriété intellectuelle nécessaires à l'exécution du marché et à l'utilisation des Résultats.

Le Titulaire garantit en particulier le CEA contre toutes conséquences dommageables résultant de toute revendication ou réclamation de tiers en lien avec les Résultats dans les conditions précisées à l'article 12.5 du chapitre 5 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

ARTICLE 10 - RECEPTION DES PRESTATIONS

Les Prestations font l'objet d'une procédure de Réception qui se déroule conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA. et en respectant les modalités éventuellement précisées au cahier des charges

Le Titulaire intègre, à sa charge, les remarques de fond ou de forme formulées par le CEA et ce jusqu'à l'acceptation sans réserve des Livrables par le CEA (Réception des Prestations).

Il est précisé que la prise en compte des réserves du CEA ne peut différer la date de remise des dossiers complets, ni justifier une remise en cause du ou des délais sur lesquels le Titulaire s'est engagé dans le cadre du présent marché.

Toute réception donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les deux parties.

La date de signature du procès-verbal de Réception des Prestations est le point de départ de la garantie.

ARTICLE 11 - GARANTIE

Pendant un délai de 12 mois à compter de la date de la Réception des Prestations, le Titulaire s'engage à corriger, à ses frais, toute erreur de son fait, sans préjudice de toute indemnité qui pourrait être allouée au CEA conformément aux Conditions Générales d'Achat du CEA.

Pendant ce délai de garantie, tous les frais de fourniture, de main d'œuvre et de déplacement du personnel sont à la charge du Titulaire.

Si le Titulaire ne respecte pas l'obligation ci-dessus, le CEA se réserve le droit de faire corriger les Prestations par un tiers aux frais et risques du Titulaire, sans que ce dernier ne puisse opposer la confidentialité de ses résultats ou une limitation quelconque découlant de droits de propriété intellectuelle ou industrielle.

Les observations ou approbations du CEA ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

En outre, le Titulaire supporte les conséquences pécuniaires des dommages qui seraient dus à une mauvaise exécution de ses obligations.

ARTICLE 12 - ASSURANCES

Les obligations du Titulaire en matière d'assurance, qui s'appliquent à l'occasion des Prestations faisant l'objet du présent marché, sont régies par les dispositions du chapitre 12 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

ARTICLE 13 - DELAI

Le Titulaire s'engage à exécuter les Prestations dans un délai de dix mois (10 mois maximum) à compter de la réunion d'enclenchement des Prestations, laquelle interviendra dans un délai maximum de 10 jours à compter de la notification du marché.

ARTICLE 14 - PRIX

Le montant des Prestations est fixé à la somme ferme et forfaitaire de _____ euros hors taxes (_____ euros hors taxes) décomposé comme suit :

- Etape 1 Dynamique d'évolution et livrables associés : ----- € HT
- Etape 2 Génération de scénarios et livrables associés : ----- € HT
- Etape 3 Restitution, livrable associé et participation au rendu de l'étude : -----
- € HT

Les prix fixés comprennent toutes les sujétions relatives à l'exécution des Prestations.

ARTICLE 15 - PENALITES

Outre les dispositions des Conditions Générales d'Achat du CEA relatives aux pénalités, qui s'appliquent dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions qui suivent, le CEA peut appliquer les pénalités dans les cas et conditions suivantes.

15.1 - Retards

En cas de non-respect des délais fixés pour la remise des livrables prévus au cahier des charges, le Titulaire encourt des pénalités de retard à hauteur de 1 pour mille du montant HT du marché par jour calendaire de retard.

Les pénalités de retard applicables sont plafonnées à 10 % du montant total HT du marché fixé à l'article « Prix » ci-dessus.

15.2 - Non-respect d'une mise en demeure

Par ailleurs, en dehors des cas visés à l'article ci-dessus, dans l'hypothèse où le CEA met le Titulaire en demeure de se mettre en conformité avec ses obligations dans un délai fixé dans la mise en demeure et pour le cas où le Titulaire ne respecte pas ce délai, le CEA applique une pénalité de 150 euros par jour calendaire de retard.

15.3 - Application des pénalités

Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires sur la facturation.

L'application des pénalités est indépendante des autres sanctions auxquelles le retard peut donner lieu, notamment la résiliation éventuelle du présent marché. Dans le cas

de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour de la notification de la décision de résiliation.
Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

ARTICLE 16 - CONDITIONS DE FACTURATION

Les factures sont établies selon l'échéancier suivant :

- 100% du montant TTC relatif au coût de chaque étape détaillée à l'article 4 ci-dessus à la réception du livrable considéré, acceptée par le CEA.

ARTICLE 17 - FACTURATION - REGLEMENTS

Avec une société de droit étranger

Les factures sont adressées en un exemplaire au :

CEA de Saclay
S3C - comptabilité fournisseur PC 75
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex
Tél. : 01 69 08 47 50
FRANCE

Toutes les factures émises portent la référence du présent marché.

Les règlements interviennent à 30 jours à compter de la date de réception de la facture, après livraison ou exécution.

Avec une société de droit français

Conformément aux conditions de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative à la dématérialisation des factures, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent Marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**
- le code service **GRE-C** qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture ;
- le numéro d'engagement (**n°de marché/commande SAP**) composé de 10 chiffres

L'envoi des factures par voie postale est strictement réservé aux entreprises bénéficiant d'une dérogation conformément à l'article 3 de l'ordonnance du 26 juin 2014 précitée.

Le cas échéant, chaque facture papier doit être adressée en 1 exemplaire au :

CEA de Saclay
S3C - comptabilité fournisseur PC 75
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex
Tél. : 01 69 08 47 50

Le délai de règlement est de 30 (trente) jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA (PV) ou d'un événement ayant déclenché un terme de facturation doivent être transmises en même temps que les factures.

Dans l'hypothèse où une facture émise porte en tout ou partie sur des prestations fermes et optionnelles, le Titulaire doit décomposer le montant facturé en détaillant ce qui relève de la part ferme et de chaque option.

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

ARTICLE 18 - JURIDICTION COMPETENTE [Si fournisseur FR]

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

ARTICLE 19 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE [si fournisseur étranger]

Il est expressément convenu que l'exécution du présent marché est soumise à la législation française.

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

ARTICLE 20 - REGIME FISCAL

Le montant du marché est assujéti à la Taxe sur la Valeur Ajoutée au taux en vigueur le jour de son fait générateur. Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA. Le Titulaire du marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

ARTICLE 21 - CONCLUSION DU MARCHE

Il est demandé au Titulaire de renvoyer le présent marché dûment signé afin que le CEA procède à sa notification.

Fait à Grenoble en un exemplaire,

Le

Pour le Titulaire,

Pour le CEA,